

Semmelweis, Bandajevsky : des savants victimes de la répression scientifique

Maryvonne David-Jougneau

L'après-Tchernobyl : une question à un million de dollars...

Nous sommes à la conférence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui se tient à Kiev du 4 au 8 juin 2001¹. A. Gonzales, le représentant de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) déclare : « Que savons-nous aujourd'hui ? À vrai dire rien de bien nouveau... La question à un million de dollars est la suivante. *Les effets prévisibles qui ne peuvent être détectés sont-ils réels bien que non détectables ?* Voilà ce que les gens vous demandent sans cesse. Ma réponse est la suivante : il s'agit d'un problème épistémologique insoluble. Il n'y a aucun moyen de connaissance... Tchernobyl a causé 31 morts, suite aux lésions causées par 200 Sv, cliniquement attribués à l'exposition aux radiations, 2 000 cancers évitables de la thyroïde chez l'enfant. À ce jour, il n'existe aucune preuve, validée internationalement, d'un impact sur la santé publique qui soit attribuable à Tchernobyl par exposition – je souligne :

1. Filmée par Wladimir Tchertkoff dans *Controverses nucléaires*, Feldat-Film, Suisse, 2003, et dont le script est sur le site www.comite-bandajevsky.org.

par exposition aux radiations. Si vous voulez davantage d'informations, voici mes adresses... »

Ces propos mettent hors de lui A. Yablokov (président du Centre de politique écologique de la Fédération russe auprès de l'Académie des sciences) : « Épouvantable, épouvantable ! Une présentation impudente de données non objectives... Ce qui me fait peur, c'est que cela soit dit ouvertement, que cela soit présenté comme des conclusions scientifiques. » Pourtant, ils ne devraient pas le surprendre dans la bouche d'un représentant de l'AIEA dont le directeur lui a déclaré, quelques jours après la catastrophe de 1986, que l'industrie atomique pouvait supporter un Tchernobyl tous les ans.

À cette même conférence, le Dr Zupka, représentant du bureau des Nations unies pour les Affaires humanitaires, partage l'avis de Kofi Annan qui estime à 9 millions le nombre des personnes affectées à long terme par l'accident de Tchernobyl.

Or, si les effets « prévisibles » n'ont pas été détectés, il en est d'autres, « imprévisibles », que semble-t-il on ne veut pas reconnaître. Au cours de cette rencontre internationale, il est fait plusieurs fois référence, par les chercheurs sur le terrain, aux découvertes du professeur Youri Bandajevsky à propos des méfaits des faibles doses de césium 137 incorporé par la nourriture en territoire contaminé.

Le professeur Youri Bandajevsky, recteur de l'institut de médecine de Gomel

En 1990, à trente-quatre ans, le professeur Youri Bandajevsky, médecin et anatomopathologiste, est nommé recteur de l'institut de médecine de Gomel en Biélorussie, à 120 kilomètres de Tchernobyl, où le réacteur de la centrale a explosé quatre ans auparavant. Tandis que tous les gens avisés fuient cette zone contaminée, pour Bandajevsky elle constitue un lieu privilégié où sa double passion, de médecin voulant venir en aide aux populations et de chercheur voulant comprendre les processus pathologiques, va pouvoir s'exprimer. Dans cet institut qui va réunir 25 chaires, 200 enseignants, 1 500 étudiants, Bandajevsky croise systématiquement l'approche clinique, l'expérimentation ani-

male et l'anatomopathologie. Avec ses 240 publications et ses 5 médailles internationales, il semble voué à un avenir prometteur.

Sa découverte principale, il la fait avec sa femme, pédiatre et cardiologue, qui remarque, dans cette région de Gomel, des maladies cardiovasculaires complètement anormales chez des enfants, auxquelles il faut ajouter des cataractes, des cas de vieillissement précoce, d'affaiblissement du système immunitaire, des malformations congénitales... Bandajevsky a l'idée de mettre en parallèle la charge de radioactivité par césium 137 mesurée chez un enfant et les troubles cardiaques qu'il présente. À partir de milliers de mesures, il peut établir un lien quantifiable entre le taux de radioactivité² par césium 137 et la gravité des troubles décelés par l'électrocardiogramme et l'examen clinique. Il découvre, chez l'homme comme chez l'animal, une concentration particulièrement élevée de césium 137 dans les organes vitaux : le cœur, les reins, les organes endocriniens et le système immunitaire.

Il y a bien là du nouveau...

Il établit un rapport de cause à effet entre l'incorporation du césium 137 à partir de la nourriture et les symptômes anormaux chez les enfants. Il met l'accent sur le *danger des faibles doses* et sur une contamination interne, différente de la contamination externe au moment d'un accident nucléaire, étudiée jusque-là sur les bases de l'expérience d'Hiroshima. Au-delà d'un certain seuil (50 becquerels par kilo de poids), il observe que les troubles deviennent irréversibles. Mais une nourriture pauvre en césium 137, doublée de cures de pectine (un additif alimentaire utilisé par les Ukrainiens qui permet l'élimination partielle du césium), permet de faire baisser le taux de radioactivité et de faire régresser les symptômes. D'où l'importance de prévenir les populations concernées qui ont à faire face à la contamination par l'alimentation. C'est là une question de santé publique à un moment où on parle de réhabiliter les zones contaminées.

C'est dans cette optique qu'il accepte, en janvier 1999, de participer à une série d'émissions télévisées sur les recherches de l'institut. C'est

2. Mesurable par un spectromètre.

dans le même esprit que, en avril, il fait partie avec le professeur Nesterenko³ d'une commission de contrôle chargée de vérifier le registre des doses et l'utilisation, par un institut de médecine radiologique dépendant du ministère de la Santé, des fonds de l'État alloués aux conséquences de Tchernobyl. Leur rapport est très sévère. De plus, dans une lettre envoyée au président Loukachenko, Bandajevsky critique l'orientation des travaux du ministère de la Santé et montre qu'en 1998, sur 17 milliards de roubles dépensés, un seul l'a été à bon escient.

Il se fait là beaucoup d'ennemis et la réaction ne se fait pas attendre : en mai 1999, trois commissions viennent contrôler l'institut du point de vue de l'enseignement, de la recherche et de la gestion. On ne trouve rien à lui reprocher. Au mois de juin, les examens se passent sans problème, mais des lettres anonymes circulent avec pour thème : « Bandajevsky a un compte en devises avec lequel il soutient l'opposition. » Le seul argument qui fasse peur au président, dit un observateur...

Le 13 juillet 1999, quinze policiers viennent mettre à sac son appartement ainsi que son laboratoire et s'emparent de tout ce qu'ils contiennent ayant trait à la recherche : ordinateur, fichiers, etc. Sous le coup d'un « décret présidentiel contre le terrorisme », il est jeté en prison et mis au secret pendant vingt-deux jours dans des conditions abominables⁴, sans même voir son avocat. Il n'en ressortira que le 27 décembre sous la pression internationale et compte tenu de son état de santé alarmant.

En fait de terrorisme, il est accusé d'avoir reçu des pots-de-vin pour l'admission d'étudiants dans son institut. Son principal accusateur, le vice-président de l'institut – Ravkov – inculpé lui aussi de corruption, se rétracte avant et après le procès, disant que c'est sous la contrainte qu'il l'a accusé. Aucune trace d'enrichissement ne peut être trouvée. Néanmoins, au terme d'un procès où les observateurs ont pu relever huit infractions au code de procédure de la Biélorussie, le professeur Youri Bandajevsky est condamné par un tribunal militaire⁵ à huit ans

3. Vassili Nesterenko, physicien nucléaire, académicien, directeur de l'Institut de l'énergie nucléaire de l'Académie des sciences de Biélorussie, limogé de son poste en juillet 1987 comme alarmiste, quitte définitivement cet institut d'État en 1990 et crée, avec le soutien d'Andrei Sakharov et de Karpov, l'Institut de radioprotection indépendant « Belrad ».

4. Racontées par Galina Bandajevskaya dans une interview, *Revue Sud/Nord*, n° 19, « Politique et psychiatrie », Éditions Érès, 2003.

5. Ce qui interdit toute procédure d'appel.

de prison à régime sévère, avec interdiction pendant cinq ans d'occuper des postes à responsabilités dans des instituts d'État.

Et ce, le 18 juin 2001, soit dix jours après la fin de la conférence de Kiev que nous avons évoquée plus haut. On peut supposer que la reconnaissance officielle et médiatisée, dans une conférence internationale de l'OMS, de l'intérêt des découvertes de Bandajevsky aurait pu changer l'épilogue de ce procès qui s'est déroulé sans aucune couverture médiatique et dont les irrégularités n'ont fait que s'ajouter à celles de son arrestation et de son premier emprisonnement. Ce sont elles qui l'ont fait adopter immédiatement par Amnesty International comme prisonnier d'opinion.

Or, au cours de cette conférence, quel a été l'argument qui a permis de s'opposer à toute reconnaissance des découvertes de Bandajevsky ? Précisément, celui avancé par A. Gonzales, à savoir qu'« on ne peut considérer comme réels des effets non détectables »... Mais non détectables par qui ? À partir de quelles normes ? À partir de quels instruments de mesure ? Et de quelles expériences ? Et puisque A. Gonzales fait pompeusement référence à l'épistémologie, faisons un bref rappel d'un épisode de l'histoire de la médecine qui, par son côté sinistre, induit la comparaison.

Semmelweis et la découverte de la contagion

Semmelweis, médecin hongrois (1818-1865), découvre, quarante ans avant Pasteur, le phénomène de la contagion responsable de la fièvre puerpérale qui sévissait alors dans les hôpitaux d'Europe et entraînait une forte mortalité des femmes en couches. À l'hôpital général de Vienne, dirigé par le professeur Klein, où il est nommé assistant, il remarque que dans ce service, où les accouchements sont faits par les étudiants en médecine, on meurt quatre fois plus que dans celui du Dr Bartch, où ils sont effectués par des sages-femmes.

Semmelweis, qui n'accepte pas la mort de ces femmes en couches comme une fatalité, après toute une série d'observations et de déductions, émet l'hypothèse que ce sont les « exsudats prélevés sur les cadavres qu'on doit incriminer dans le phénomène de contagion. Ce sont les doigts des étudiants souillés au cours des récentes dissections qui vont porter les fatales particules cadavériques dans les organes géni-

taux des femmes enceintes⁶ ». Il rencontre beaucoup d'entraves pour vérifier cette hypothèse. Il inverse sages-femmes et étudiants et fait ainsi la preuve que la mort suit les étudiants. Il propose alors de faire se laver les mains au chlorure de chaux à tous ceux qui ont disséqué des cadavres dans les quarante-huit heures précédant l'accouchement.

Nous sommes en 1846. On ignore tout des microbes. Le jour où il demande à Klein de mettre en place cette mesure d'hygiène, il y a refus net de celui-ci et, après une altercation, Semmelweis est mis à la porte de l'hôpital. On lui conseille de s'éloigner quelque temps. Il reviendra à Vienne et pourra expérimenter son hypothèse dans le service de Barch, en 1847, avec des résultats significatifs : le taux de mortalité tombe de 18 % à 1,20 %⁷. Néanmoins, il se heurte à une cabale orchestrée par Klein, unissant médecins et étudiants qui refusent de se livrer à cette pratique contraignante qu'ils jugent inutile.

Seuls cinq médecins viennois, dont ses deux maîtres, vont croire à la découverte de Semmelweis – il est vrai desservie par son auteur qui n'a pas l'art de la « communiquer ». Au terme d'une bataille acharnée entre ces quelques-uns qui le soutiennent et la majorité qui le conspuent, Semmelweis est purement et simplement chassé de Vienne, en mars 1849. Le ministre de la Santé a refusé de constituer une commission d'experts qui pourrait statuer en toute indépendance.

Semmelweis et ses amis placent tous leurs espoirs dans une reconnaissance de sa découverte à l'étranger, « loin des jalousies et des rancunes locales ». Ils mettent tout en œuvre pour la faire connaître, mais ne rencontrent qu'indifférence, mépris ou déni. Hébra, l'un de ses défenseurs, dit à l'époque : « Quand on fera l'histoire des erreurs humaines, on trouvera difficilement des exemples de cette force et on restera étonné que des hommes aussi compétents, aussi spécialistes, puissent, dans leur propre science, demeurer aussi aveugles, aussi stupides⁸ ».

À nous qui avons intégré l'hygiène dans nos mœurs, la proposition de Semmelweis paraît d'un bon sens élémentaire, là où elle semblait aberrante à l'époque. Sans doute remettait-elle en cause les médecins

6. Cité dans Louis-Ferdinand Céline, *Semmelweis*, Paris, Gallimard, 1977, p. 70.

7. Chiffres donnés par l'*Encyclopædia universalis*. Céline donne 0,28 %.

8. L.-F. Céline, *Semmelweis*, op.cit., p. 76.

dans la représentation qu'ils se faisaient d'eux-mêmes. Œuvrant pour la vie, comment pouvaient-ils être porteurs de mort !

L'accord OMS-AIEA de 1959

Et la découverte de Bandajevsky, que remet-elle en cause ? Nous savons que l'AIEA est une agence créée pour le développement de l'industrie atomique en vue « d'accélérer et d'accroître la contribution de l'énergie atomique pour la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier ». Nous savons moins que, en 1959, l'AIEA a conclu avec l'OMS un accord par lequel ces deux organismes des Nations unies se sont engagés à ne jamais prendre de position publique qui puisse nuire à l'autre. Cela explique peut-être pourquoi l'OMS a mis des années avant de venir à Tchernobyl, laissant l'AIEA y intervenir seule. Cela explique sans doute pourquoi, lorsque, en 1995, l'OMS prend l'initiative de convoquer une conférence à Genève qui rassemble 700 experts et médecins du monde entier sur les conséquences sanitaires de Tchernobyl, les actes de cette conférence ne sont jamais publiés. Il y a eu trop de révélations inquiétantes. Six mois plus tard, l'AIEA convoque sa propre conférence et donne la version officielle de l'après-Tchernobyl. Celle-là même que A. Gonzales s'est contenté de répéter en 2001 à Kiev.

Au cours de cette conférence de Kiev, Hiroshi Nakajima, directeur de l'OMS en 1995 et questionné par Michel Fernex⁹, explique que l'AIEA, qui dépend du Conseil de sécurité de l'ONU, est « au-dessus » de l'OMS, qui dépend seulement du Conseil du développement économique et social. Question de statut légal¹⁰...

N'est-ce pas pour les mêmes raisons que la théorie de Bandajevsky sur les effets négatifs sur la santé des faibles doses de césium 137 – qui ne perd la moitié de sa radioactivité qu'au bout de trente ans – n'a pas trouvé sa place dans les conclusions de la conférence de Kiev en 2001, au moins comme piste à explorer ? Elle s'oppose tant à la politique russe et biélorusse de réhabilitation des sols contaminés qui est à l'ordre du jour depuis 1999 qu'aux intérêts puissants du lobby nucléaire qui la

9. Professeur honoraire à la faculté de médecine de Bâle, ex-consultant de l'OMS.

10. Cf. film *Controverses nucléaires* (voir note 1).

soutient. Est-ce un hasard si c'est peu de temps après avoir rendu publique sa recherche, qui allait à l'encontre de tous ces intérêts, qu'il a été arrêté ?

Politiques, AIEA, OMS se rejoignent dans le même déni des effets sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl. Pourtant, tous ceux qui vivent ou même qui viennent temporairement sur le terrain sont obligés de témoigner de l'état sanitaire de la population biélorusse. Rendant compte de l'expérience d'experts envoyés par la Commission européenne (projet ETHOS, 1996-2001), *Le Figaro*¹¹ relate : « Sur le terrain, les certitudes des Français sur les conséquences sanitaires et sociales d'une catastrophe nucléaire, fondées sur les références d'Hiroshima et de Nagasaki, se sont effondrées. [...] "À Hiroshima et à Nagasaki, les populations ont été exposées par irradiation externe et à de très fortes doses, comme un flash, alors que les populations biélorusses sont exposées de façon chronique, un petit peu tous les jours, par ingestion de radionucléides. Il s'agit alors de contamination interne". Et aussi : "Les gens ont l'impression qu'il y a une dégradation générale de la santé. Pour l'instant on ne sait pas d'où ça vient. Mais on ne peut pas laisser cette question sans réponse." » Ces propos sont tenus par deux représentants de l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire). D'autres, dans ce même article, parlent de « contamination interne par radionucléides incorporés », notion introduite par Bandajevsky et formellement récusée par le représentant de l'UNSCEAR (comité scientifique des Nations unies sur les effets des rayonnements atomiques) à la conférence de Kiev¹².

Il n'y a pas de « problème épistémologique insoluble »

Or nous sommes peut-être à la veille d'un changement dans la manière d'évaluer les risques des radiations et plus particulièrement

11. Du 21 novembre 2002.

12. « Je refuse de considérer si une dose d'irradiation est interne ou externe. Ce qui compte c'est la dose reçue, quel qu'en soit le mécanisme », N. Gentner, représentant de l'UNSCEAR à la conférence de Kiev, in *Controverses nucléaires* (voir note 1).

l'effet des faibles doses. Le Comité européen sur les risques des rayonnements (CERR), qui comprend également des spécialistes de pays extérieurs à l'Union européenne, a publié les *Recommandations du Comité européen sur les risques des rayonnements pour la radioprotection. Effets sur la santé de l'exposition à des faibles doses de rayonnements*¹³. Ce CERR propose un modèle différent de celui de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR), qui constitue la référence officielle. Or la CIPR a construit son modèle théorique à partir de l'irradiation gamma externe, aiguë, à haute dose, d'un grand nombre de personnes à Hiroshima. Et les données prévisibles à partir de ce modèle ne se retrouvent que très partiellement dans l'expérience de Tchernobyl, qui en revanche apporte des faits nouveaux.

C'est en tenant compte de ces faits nouveaux et d'autres jusqu'à présent déniés parce qu'ils n'entraient pas dans le modèle de la CIPR que le CERR propose un autre modèle, dont les implications pour la santé publique sont considérables. On peut penser que la bataille autour de ces modèles théoriques va faire rage dans les années qui viennent, tant les enjeux en sont importants.

Quoi qu'il en soit de son issue, l'esprit scientifique, du temps de Semmelweis, aurait été de tester, en toute sérénité et avec honnêteté, le dispositif expérimental proposé par Semmelweis. Ce qui aurait sans doute évité à un nombre incalculable de femmes de continuer à mourir de fièvre puerpérale pendant des décennies. L'esprit scientifique à notre époque exigerait qu'on sorte d'abord Bandajevsky de sa prison et qu'on examine le bien-fondé de ses découvertes au cœur d'une situation de contamination complètement inédite. Il disait en avril 2000 que ses recherches ouvraient un continent dont il n'avait abordé qu'une petite parcelle et qu'il n'avait pas les moyens techniques et financiers d'explorer seul.

La reconnaissance de l'effet des faibles doses de radioactivité, que certains disent « indétectables », est un enjeu essentiel pour l'avenir des populations touchées par la catastrophe de Tchernobyl, mais aussi pour tout autre accident nucléaire potentiel. Soit on prend en compte cette radioactivité comme le font Nesterenko et l'Institut « Belrad », qui met

13. Bruxelles, Éditions des Régulateurs, 2003.

en actes la découverte de Bandajevsky depuis des années en faisant de la radioprotection des enfants de Biélorussie, contre vents et marée, sa tâche principale¹⁴, soit on la nie en en faisant un problème « épistémologique insoluble », noyant ainsi dans une phraséologie abstraite des intérêts bien concrets.

Bandajevsky en prison, une recherche à enterrer...

Semmelweis est mort fou. Les geôliers de Bandajevsky, formés par le KGB, ont tout fait pour détruire l'homme et le scientifique. De juillet à décembre 1999, traité comme un grand criminel, Bandajevsky – qui n'avait fait que mettre en pratique son serment d'Hippocrate – a connu une véritable descente aux enfers¹⁵. Par tous les moyens, mauvais traitements physiques et tortures psychiques, chantage à propos de sa famille¹⁶, on a essayé de lui faire avouer une faute qu'il n'avait pas commise. S'il en est ressorti vivant, c'est qu'il a rencontré des gestes d'humanité et surtout grâce à la mobilisation internationale. Mais c'est un homme meurtri, humilié, phobique.

Néanmoins, au bout de quelques mois, il a repris goût à ses recherches. Sûr de son innocence, il a affronté le procès avec confiance, pensant que sa non-culpabilité ne pouvait qu'être démontrée. Aussi sa condamnation à huit ans de prison à régime sévère en fait-elle un homme désespéré. Pendant un an, il est traité comme un prisonnier de droit commun dans une chambrée de quatre-vingts. Puis, le 11 juin 2002, des représentants du Conseil de l'Europe demandent à le rencontrer dans sa prison. À cette occasion, il est transféré dans une chambre à trois, avec ordinateur. Mais trois mois plus tard, sa femme découvre un homme brisé physiquement et psychiquement qui ne s'intéresse plus à rien. Parmi ses compagnons, l'un est un assassin qui le terrorise. La chambre, surtout, fait partie de l'aire de l'hôpital : ce qui

14. Soumis à des tracasseries administratives, Nesterenko est aux prises avec des difficultés matérielles pour maintenir l'activité de son institut indépendant, financé en grande partie par des ONG occidentales.

15. Cf. « La descente aux enfers du professeur Bandajevsky », *Revue Sud/Nord*, *op. cit.* note 4.

16. Lorsqu'il rencontre son avocat vingt-deux jours après son arrestation, les policiers qui l'interrogent lui font croire que sa mère est mourante et sa femme à l'hôpital. « Il était prêt à signer alors n'importe quoi », dira l'avocat qui proteste face à ces mensonges et lui permet ainsi de reprendre pied.

permet de l'isoler. Sa métamorphose laisse à penser qu'il est alors sous l'effet de psychotropes. Galina Bandajevskaya, sa femme, fait une démarche auprès de l'ONU¹⁷, tandis que des protestations venant des associations de soutien arrivent par milliers dans le bureau du directeur de la prison.

Il s'ensuit une autre tactique de « lavage de cerveau » où tout est mis en œuvre pour casser le lien entre Bandajevsky et sa femme, jusqu'à lui faire soupçonner Galina d'être un agent du KGB ! On lui promet, s'il rompt avec celle qui entretient des relations avec les défenseurs des droits de l'homme, de sortir de prison de manière anticipée. En même temps, une pression énorme est exercée sur lui par une autorité politique de haut rang qui vient le voir dans sa prison en « ami » pour lui faire reconnaître son délit de corruption, condition pour demander la grâce présidentielle. Il résiste, mais, coupé de tout et manquant d'armes politiques pour comprendre ce qui lui arrive, il a bien du mal à retrouver une unité à cette époque. Parfois, il semble jouer un double jeu, pour donner le change à ses geôliers, mais n'est-ce pas qu'il est lui-même complètement dissocié...

Dans ce contexte, la visite des ambassadeurs de France et d'Allemagne, le 9 avril 2003, suivie des premiers articles de presse conséquents en France, en Italie, l'aide à reprendre pied. Tout cela constitue un signe fort qu'il n'est pas « abandonné »... La mobilisation, dont il a des signes par les milliers de lettres – dont le contenu reste par nécessité anodin –, s'avère vitale.

Dans cette affaire, ce sont les instances politiques officielles nationales et européennes, sollicitées par un soutien de plus en plus large, qui ont été les plus efficaces. Ses pairs, les chercheurs occidentaux qui étaient au courant de son emprisonnement, se sont tus. Il a fallu que paraisse dans la presse un manifeste en sa faveur, signé par des scientifiques qui n'étaient pas impliqués dans le nucléaire, pour que deux quotidiens donnent enfin une information sur cette affaire¹⁸. Juste deux ans après sa condamnation ! Depuis, un certain nombre de ses collègues français, professeurs d'université, chercheurs dans le domaine

17. Le 9 septembre 2002.

18. Libération du 23 juin 2003, Le Monde du 24 juin 2003.

de la radiologie, voire du nucléaire, sont venus grossir les rangs de ceux qui le soutiennent¹⁹.

On peut penser que désormais sa recherche ne pourra plus être enterrée et espérer que des chercheurs indépendants occidentaux l'aideront à la poursuivre, s'il sort de prison avant d'être complètement détruit. Ils répondraient ainsi à l'appel de Bandajevsky aux scientifiques²⁰ : « *La vérité doit être entendue. Selon moi, là est la tâche principale des hommes qui ne sont pas indifférents au destin de l'humanité tout entière.* »

19. Pour plus d'informations sur la situation du professeur Bandajevsky et son évolution, consulter le site du comité Bandajevsky (www.comite-bandajevsky.org). (Note de l'éditeur.)

20. Réunis à l'occasion d'un colloque à l'Assemblée nationale, le 28 mars 2002, où il était question de ses recherches.